
La résistance au contrôle de la production et de la consommation d'aliments

Pour commencer à examiner en profondeur la production et la consommation d'aliments, en particulier dans un pays comme le Brésil, il est nécessaire de mentionner d'abord certains faits.

Premièrement, il faut toujours se rappeler que l'alimentation n'est pas une question sans importance, c'est une réalité de l'existence humaine. Quarante jours sans manger peuvent représenter la mort d'une personne. Nous n'avons pas la capacité dont jouissent les plantes à consommer les minéraux directement et à s'en nourrir. Nous avons besoin d'aliments produits par des plantes et des animaux (1), que la nature elle-même n'est pas capable de produire en quantité suffisante pour des milliers de millions d'êtres humains. Il est donc nécessaire de cultiver des plantes et d'élever des animaux pour produire des aliments.

Deuxièmement, le mode de production actuel est capitaliste, et le capitalisme est obsédé par sa propre reproduction et par l'accumulation de capitaux. Il transforme tout en marchandises à vendre pour gagner de l'argent. Ainsi, plus le mode de production capitaliste « se développe, plus la logique mercantile envahit, pénètre et sature l'ensemble des rapports sociaux », c'est-à-dire que la méthode mercantile s'universalise (2). Dans cette logique de production, les aliments aussi sont transformés en marchandises. Autrement dit, ce sont « des unités qui synthétisent leur valeur d'usage et leur valeur d'échange » (3), c'est-à-dire qu'on les produit pour les vendre. À la campagne, tout ce système s'appelle agro-industrie et, au Brésil, ce terme désigne plus qu'un système de production : c'est l'association directe de capitaux financiers, de transnationales de la biotechnologie et de la chimie lourde, de l'industrie métallurgique et des échanges coordonnés et parrainés par l'État.

Dans ce contexte, la production et la distribution d'aliments se sont transformées pour répondre aux intérêts des capitalistes. Le fait de réduire les aliments à de simples marchandises a suscité, et suscite encore, une série de contradictions et de problèmes à la campagne et dans les villes, en particulier la faim et la malnutrition.

Troisièmement, la plupart des aliments – 70 % dans le cas du Brésil (4) – sont produits par les petits producteurs. Ceux-ci ont donc besoin de commercialiser leur production et toutes les familles paysannes le font. Il existe plusieurs moyens de commercialisation, comme les marchés, les intermédiaires, les industries, les exportateurs, les négociants en céréales, etc. Ces moyens de commercialisation dépendent de plusieurs facteurs, tels que le type de produit, la distance et les dimensions de la ville à approvisionner.

Et finalement, la population souffre à l'heure actuelle des maladies directement associées à la consommation d'aliments inappropriés et pollués (diabète, hypertension, gastrite, maladies cardiovasculaires, obésité, cancer). Tel est le résultat d'une méthode agricole qui emploie des produits chimiques toxiques, mais aussi de la production industrielle qui ajoute des conservateurs aux aliments. Le spectre de la faim, qui hante des millions de foyers brésiliens à faible revenu, est aussi une menace grave, soit parce que ces familles ont perdu leurs moyens d'existence, soit parce que la

nourriture est devenue plus chère.

Nous partons donc de ces quatre constatations : nous avons besoin de nourriture pour vivre, la nourriture est produite et traitée (5) dans le contexte du mode de production capitaliste, la plupart des aliments sont produits par des systèmes non capitalistes de production (6), et le système agroalimentaire actuel est un problème de santé publique et de profonde injustice sociale.

Le contrôle des aliments

Le capitalisme a commencé par s'approprier l'intermédiation entre les producteurs d'aliments et les consommateurs. Son but est de modifier les normes alimentaires et les méthodes de culture, afin d'obtenir une marge de bénéfice plus importante. Par exemple, le soja représente près de 60 % des récoltes du Brésil. Par contre, en 2016, la récolte de haricots a été très limitée. Or, le soja et les haricots sont des plantes semblables, elles appartiennent à la même famille et là où l'on cultive l'une on peut cultiver l'autre. Alors pourquoi la récolte de haricots a-t-elle été insuffisante ? La réponse est simple : le haricot n'est pas une bonne marchandise, on ne peut pas le stocker pendant longtemps et il n'est destiné qu'à l'alimentation humaine. Même si les recettes à base de haricots sont nombreuses, on les fait cuire tels qu'ils viennent. Par contre, à partir du soja on fabrique de l'huile, des graisses, du lait, des jus de fruits, du chocolat, des biscuits et des viandes, soit une foule de marchandises.

En tant qu'intermédiaires, les grandes entreprises capitalistes gagnent beaucoup d'argent en achetant bon marché pour vendre cher, et déterminent peu à peu ce que l'agriculteur doit produire et comment, et ce que le consommateur doit consommer et comment. Dans ce sens, le marché cesse d'être un simple intermédiaire et devient celui qui détermine le système agroalimentaire.

Le problème de ce système c'est qu'il centre tout sur la génération de profits économiques, sur l'accumulation de capital, et non sur l'être humain. À un bout de la chaîne se trouve l'agriculteur, dont la situation économique est toujours précaire, et à l'autre bout se trouve le consommateur, qui paie cher et consomme une nourriture empoisonnée, car le système agro-industriel implique l'utilisation intensive de produits chimiques pendant la production mais aussi et surtout pendant le traitement des aliments, où l'on a recours à des conservateurs, à l'irradiation, aux bains de fongicides et à d'autres méthodes destinées à en prolonger la durée de vie.

Cela entraîne de graves problèmes de santé publique dans le monde entier, et une diminution permanente de la population de la campagne où l'exode rural continue, quoique avec moins d'intensité. La plupart du temps ce ne sont pas des familles entières qui partent mais les jeunes. Cela est dû à l'interaction des facteurs suivants : i) le revenu des familles rurales est chaque fois moindre parce que le coût de production augmente sans qu'il y ait une augmentation comparable du prix de vente des produits ; ainsi, le revenu de la famille diminue et ses membres doivent chercher des moyens d'existence extérieurs ; ii) le milieu rural manque des installations nécessaires pour vivre dans des conditions appropriées : services médicaux, écoles, espaces culturels et sportifs, etc., et cela n'encourage pas les gens à rester à la campagne ; iii) les préjugés à l'égard des paysans et du travail manuel font que les gens, les jeunes en particulier, aient honte de vivre à la campagne et de travailler la terre ; iv) la publicité fait croire que les espaces urbains offrent beaucoup de possibilités ; v) les rapports entre les sexes oppriment les jeunes, et surtout les femmes.

Ce processus de contrôle des aliments comporte des mesures de violence et de persécution de la production paysanne, qui se manifestent dans la législation sanitaire, dans la limitation des crédits bancaires aux agriculteurs, dans le combat contre les marchés en plein air et dans la propagande

destinée à montrer que l'agro-industrie est la seule méthode possible de production d'aliments.

La résistance

C'est dans ce contexte que les mouvements paysans du Brésil, et surtout le Mouvement des petits agriculteurs (MPA), invite toutes les familles paysannes à intensifier leur production, aussi bien pour leur propre consommation que pour approvisionner les villes en aliments sains à un prix juste. Comment le faire ?

En ce qui concerne la production, beaucoup a déjà été fait, et nous avons les connaissances pratiques et théoriques nécessaires pour avancer vers la massification de la production agroécologique. Le principal défi à relever concerne la commercialisation. Grâce au Programme d'acquisition d'aliments (7), une politique d'État, on avançait bien dans ce sens, mais avec le coup d'État de 2016 (8) cette politique a été abandonnée et il faut chercher d'autres voies. Il n'y a pas de recette pour le faire, mais nous allons énumérer brièvement quelques principes et quelques expériences en cours.

Premièrement, il faut que nous soyons conscients de la portée de ce que nous faisons en matière d'expériences de production agroécologique et de méthodes diverses de vente et de distribution directe au consommateur. Nous sommes en train de démontrer que nous sommes capables d'approvisionner l'humanité en aliments sains. Nous sommes en train de montrer que nous, les paysans, nous faisons partie de l'avenir plutôt que d'être un vestige du passé. Nous démontrons aussi qu'il est possible de produire des aliments sans produits toxiques, et nous éliminons la distance entre celui qui produit et celui qui consomme.

Ainsi, dans la stratégie politique des agriculteurs et du MPA en ce moment historique, la commercialisation va BIEN AU-DELÀ DE LA SIMPLE ACTION DE VENDRE. Notre processus de commercialisation doit servir à légitimer le paysannat, il doit être un instrument d'agitation et de propagande pour la population rurale mais, aussi et surtout, pour la population urbaine qui a besoin de connaître les problèmes de la campagne afin de participer à la lutte pour la défense des agriculteurs. C'est en quelque sorte l'estomac qui ouvre la voie pour atteindre la population urbaine et la convoquer à lutter contre le capitalisme.

Par conséquent, la production, la commercialisation et la consommation d'aliments sains doivent être comprises par tous comme un acte politique de contestation de l'ordre établi et d'opposition au système agroalimentaire défendu par le capitalisme. Et dans ce sens, la commercialisation est le pont qui relie la campagne à la ville.

Ce que nous faisons et ce que nous pouvons faire :

- **Dans les villes de province**, dans les petites villes où nous sommes présents, encourager les familles à organiser des **marchés en plein air** ; parler avec les églises, les écoles, les syndicats urbains, les organisations et les associations sur l'importance des aliments sains et des marchés locaux ; faire de ces derniers des espaces de formation politique concernant la nourriture et la résistance paysanne ; les **marchés populaires** sont aussi des moyens importants de commercialisation et de projection du MPA et de ses débats.

- **Dans les villes régionales**, renforcer les marchés déjà existants et encourager les familles à y participer. Nous pouvons organiser le transport collectif de la production, organiser des structures de stockage et de distribution dans ces villes, ouvrir de nouveaux points de vente d'aliments sains.

D'autres possibilités sont la vente de paniers d'aliments, la création de réseaux de consommateurs d'aliments sains, la création de marchés populaires en collaboration avec des organisations urbaines, l'approvisionnement des restaurants et des cantines communales. Ces villes ont davantage de possibilités de contacts politiques et nous permettraient d'atteindre un groupe plus nombreux de personnes. Ainsi, notre débat politique aura davantage de répercussion, mais nous devons faire notre part du travail, aussi bien dans l'articulation et l'établissement de rapports entre le MPA et d'autres organisations que dans la relation directe avec le peuple consommateur.

- **C'est dans les capitales et les grandes villes** que les contradictions du système agroalimentaire sont le plus évidentes. On y trouve d'un côté un centre riche, obèse et malade, et de l'autre une banlieue soumise à des limitations alimentaires et qui doit réfléchir à ce qu'elle va mettre sur la table. Comme dans ces grandes villes il y a beaucoup d'organisations, les petites initiatives de commercialisation peuvent avoir une répercussion politique importante. Toutes les possibilités de commercialisation énoncées dans le point précédent peuvent être mises en œuvre dans les grandes villes également, mais elles demandent un effort d'organisation plus grand pour que les aliments y arrivent en bon état et à bon prix. Cela aura de bons résultats pour le MPA et pour les familles, et permettra aussi de faire de l'activisme et de la publicité concernant la nourriture.

Nous n'avons pas dit grand-chose ici des politiques publiques de commercialisation, mais il faut lutter pour elles, et pour qu'elles soient subordonnées aux critères que nous venons d'exposer. Ces politiques doivent contribuer à la lutte contre le système agroalimentaire dominant. Dans la pratique, nous devons convoquer la population des quartiers populaires à lutter auprès de nous pour que soit reprise la politique publique d'achat direct d'aliments prévue dans le Programme d'acquisition d'aliments que le gouvernement actuel a abandonné. À partir de ce débat et de la lutte pour les aliments, il faut entreprendre aussi des débats sur la santé, sur le paysannat, sur la lutte contre le système capitaliste.

Il est fondamental de mettre au clair que la commercialisation est un moyen de faire de la politique, non pas dans le sens électoral mais dans celui de discuter de questions générales, des orientations du pays, un moyen de prendre conscience de la réalité dans laquelle nous vivons et du besoin de mettre en route des transformations. C'est la politique dont nous devons nous occuper après le coup d'État au Brésil, en ce moment où il faut résister au retrait des droits des travailleurs et des travailleuses de la campagne et de la ville. Nous devons donc toujours garder cela à l'esprit au moment de faire notre planification ; autrement, nous mettrons en œuvre de bonnes expériences économiques qui n'auront pas d'impact politique et qui, par conséquent, seront de courte durée, faute du soutien nécessaire.

Le chemin parcouru a démontré que nos expériences se maintiennent à condition d'être soutenues par une bonne organisation, car l'agro-industrie, avec le plein appui de l'État, réagit rapidement pour les contrecarrer. Au Brésil nous avons deux cas emblématiques. Le premier a eu lieu à São Gabriel da Palha, Espírito Santo, dans le Marché populaire d'aliments : il avait fonctionné pendant quelques mois seulement quand le ministère de l'Agriculture a organisé une opération où des produits ont été confisqués, il a dénoncé l'association et proféré des menaces. Face à cette situation, des assemblées publiques et des mobilisations ont été organisées, les consommateurs ont collecté des signatures et il y a eu d'autres actions encore, qui ont poussé le ministère à faire marche arrière. Rien d'autre ne s'est passé depuis. Le deuxième cas a eu lieu à Alta Floresta do Oeste, Rondônia, où un agriculteur a appris à fabriquer du sel minéral. Son bétail a été confisqué et il a reçu des menaces : on lui a dit que tout son troupeau serait sacrifié. La mobilisation locale et nationale du MPA a empêché ces actions, et on a exigé qu'on analyse le sel minéral fait par l'agriculteur. L'analyse a montré que le sel n'avait aucun problème, sauf qu'il avait été fait par l'agriculteur au

lieu d'être acheté aux entreprises agro-industrielles. Ces deux cas montrent que la construction de nouvelles options n'est pas facile et que l'agro-industrie réagit, criminalise et combat toutes nos initiatives.

Donc, pour résister il faut que les agriculteurs et les consommateurs s'organisent et qu'ils aient des rapports directs entre eux car pour pouvoir mettre des aliments sains sur la table familiale il faut affronter le pouvoir de l'agro-industrie.

Mars 2017

Raul Ristow Krauser

Agriculteur, militant du Mouvement des petits agriculteurs, économiste, expert en administration publique, il prépare en ce moment un master en politique sociale.

(1) Le rôle des animaux dans l'alimentation humaine a fait l'objet de longs débats. Nous n'entrerons pas ici dans cette discussion, mais nous pensons que les systèmes agricoles durables exigent l'intégration d'animaux et de végétaux (il suffit de voir comment les plantes dépendent des pollinisateurs). Même indirectement, la production d'aliments dépend des animaux. D'autre part, il existe des différences profondes entre le système industriel d'élevage, où les animaux sont en stabulation et nourris de maïs et de soja, et les systèmes d'élevage des paysans.

(2) Netto, José Paulo, et Braz, Marcelo, 2010. *Economia Política: uma introdução crítica*. São Paulo: Cortez, p. 85.

(3) Id., p. 80.

(4) O Estado Da Segurança Alimentar E Nutricional No Brasil: Um retrato multidimensional. RELATÓRIO 2014. Pages 8 et 55.

(5) Nous appelons traitement tout le processus postérieur à la production, qui va jusqu'à l'industrialisation, le stockage et la distribution.

(6) Produits par des systèmes familiaux ou communaux, sans exploitation de main-d'œuvre de tiers, sans extraction de la plus-value au cours du processus de production ; néanmoins, lorsque ces aliments circulent le système capitaliste se les approprie et les transforme en marchandises pour servir à des fins lucratives.

(7) Ce programme achetait des produits aux agriculteurs et les distribuait à des personnes en situation d'insécurité alimentaire. Il a été créé dans le cadre du programme FOME ZERO du gouvernement Lula.

(8) En 2016, suite au processus d'impeachment contre la présidente élue Dilma Roussef, le vice-président a assumé la présidence du Brésil.